Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

**Band:** - (1983)

**Heft:** 690

Rubrik: Le carnet de Jeanlouis Cornuz

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## De commission en commission

Je ne me rappelle pas si je vous l'ai déjà dit: j'ai derrière chez moi un tennis, où viennent jouer quantité de jeunes et de moins jeunes. Il m'arrive de regarder...

Eh bien, si la moyenne de nos contemporains font l'amour comme ils jouent au tennis, cela ouvre des perspectives véritablement dantesques! La plupart des balles dans le filet, ou en dehors des lignes réglementaires, quand ce n'est pas sur la route ou dans mon jardin...

Vous allez me dire qu'il n'y a pas de rapport entre se livrer aux plaisirs de l'amour et jouer au tennis. Je vous demande bien pardon: dans l'un et l'autre cas, il s'agit de synchroniser deux dynamiques — deux rythmes, si vous préférez.

Et c'est pourquoi je me réjouis, au vu de la gravité de la situation, que le Département de l'instruction publique vaudois ait décidé de prendre en mains l'éducation sexuelle à l'école.

Pour cela, il a recouru aux bons offices du CMSPF<sup>1</sup>, dont il publie l'organigramme dans son bulletin de mai («Perspectives» n° 3, p. 5).

Donc, il y aura un Conseil général, formé des délégués de l'Etat, du DISP et du DIPC<sup>1</sup>; de ceux des communes, des Eglises, de la Société vaudoise de médecine et de Pro Familia.

Ce Conseil général délègue ses pouvoirs à un Comité de direction — suivez bien, je vous prie — lequel à son tour est en rapport d'un côté avec une Commission de documentation et d'information, et de l'autre avec une Commission médicale, une Commission spirituelle et morale, une Commission juridique et une Commission de planning familial. Sans compter une Commission d'information sexuelle et une Commission des problèmes conjugaux.

Vous y êtes? Six Commissions, faites bien attention.

La Commission d'information sexuelle renseigne

ou est renseignée par le DIPC, le DPSA et le DAIC, c'est-à-dire le Département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce (formation professionnelle — partant sans doute du point de vue qu'en 1980 et tant, tous les enfants ne sont pas apportés par la cigogne, mais que quelques-uns naissent dans des choux et font par ailleurs l'objet d'un commerce florissant).

Mais revenons à la Commission de documentation et d'information. Elle est liée indirectement (pointillé) au Service de documentation et d'information, lequel à son tour est un appendice du Centre médico-social de Pro Familia, à Lausanne, et plus particulièrement de la Formation de base qu'il impartit, avec trois rubriques: Consultation de planning familial, Education sexuelle et Consultation conjugale — tous trois reliés à la Clinique universitaire obstétrique et gynécologique.

Vous me suivez?

Le Comité de direction s'appuie: à Montreux sur une Consultation conjugale, aidé par un Comité de soutien; à Yverdon, sur une Consultation de planning familial, aidée par un Comité de soutien; à Vevey, sur une Consultation conjugale et une Consultation de planning familial, aidées par deux Comités de soutien; à Renens enfin, sur une Consultation de planning familial, aidée par un Comité de soutien.

Ajoutons que les Comités de soutien de Renens, Yverdon et Vevey entretiennent des relations indirectes les uns avec les autres. Si après ça, nos jeunes ne sont pas éclairés, avouez qu'il y a de quoi désespérer!

J. C.

<sup>1</sup> CMSPF: Centre médico-social de Pro Familia; DISP: Département de l'Intérieur et de la Santé publique; DIPC: Département de l'Instruction publique et des Cultes.

#### **COURRIER**

# Elève DP... pourrait mieux faire

Malgré mes hésitations, j'ai finalement renouvelé mon abonnement à «Domaine Public» que je lis depuis le premier numéro (mes parents y étaient déjà abonnés). Pourquoi cette lassitude? Probablement pour des raisons qui font la qualité même de ce journal. L'unité de style d'un numéro à l'autre fait la force de cette publication, malheureusement elle commence à me lasser. Le résultat laisse trop souvent percer un copinage: les universitaires socialisants, juristes ou économistes de formation, bureaucrates de carrière, avaient un côté sympathique lorsqu'ils succédèrent aux staliniens, aux populistes ou aux idéologues fumeux. Toutefois, après avoir vu cette nouvelle vague à l'œuvre, je pense qu'elle ne vaut guère mieux que la précédente qui avait au moins le mérite de la passion, alors que vous avez eu, du moins jusqu'à la crise, le mérite de l'efficacité. Cette nouvelle élite de la gauche helvétique arrive en fin de course, le coma est proche, le discours devient répétitif. Un sursis n'est pas impossible, mais peu probable. Il ne vous reste plus qu'à imaginer une relève.

Avec mes cordiales salutations.

G. B.

Réd. Disons-le d'emblée. Entre les ambitions affichées par «Domaine Public» — analyser et publier la réalité helvétique, proposer des idées, des ouvertures nouvelles dans le confort intellectuel de la démocratie de concordance — entre ces ambitions et leur concrétisation hebdomadaire, il y a une distance qui justifie l'insatisfaction.

L'unité de style, le discours répétitif, d'acord; c'est la rançon du petit nombre de collaborateurs prêts à prendre la plume semaine après semaine. D'autres à gauche ont cherché une certaine diversité, un style nouveau. Mais cette relève-là n'a pas tenu la distance.

Cela dit, cher correspondant, en contemplant les crépuscules successifs des «élites» vous vous confinez dans le rôle assez confortable de l'observateur. Pourquoi serait-ce à nous seulement à imaginer une relève? L'équipe de «Domaine Public» n'est pas un club fermé; elle accueille volontiers des forces nouvelles.